

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18074- 70ÈME ANNÉE

Canne à sucre, BTP, surrémunération **Remise en cause générale**

La crise dans le BTP risque de provoquer la suppression de 3.000 emplois cette année, ajoutés aux 10.000 déjà perdus depuis 5 ans sans perspective de reprise. Dans deux ans, c'est la fin du quota sucrier réunionnais, les emplois des planteurs, des ouvriers d'usine et des transporteurs sont menacés. Mercredi, la Cour des Comptes a proposé de remettre en cause les 53 % de surrémunération des fonctionnaires d'État. C'est la remise en cause de piliers sur lesquels s'est construite la société réunionnaise. D'où l'importance de construire un autre projet. Mais qui en parle à part le PCR ?

La Réunion va-t-elle bientôt devoir tourner la page du modèle créé au lendemain de l'abolition du statut colonial ? Trois événements suffisent à tout remettre en cause.

C'est le plus récent qui est sans doute celui qui a la plus grande portée. Mercredi dernier, la Cour des comptes a proposé une réforme de la surrémunération. La Réunion va-t-elle bientôt devoir tourner la page du modèle créé au lendemain de l'abolition du statut colonial ? Trois événements suffisent à tout remettre en cause.

C'est le plus récent qui est sans doute celui qui a la plus grande portée. Mercredi dernier, la Cour des comptes a proposé une réforme de la surrémunération. Elle ne dépendrait plus de décrets datés des années 1950, mais découlerait du calcul de la différence de coût de la vie entre La Réunion et la France.

Surrémunération

La surrémunération est présentée comme la conséquence d'une décision politique répondant à une question : comment intégrer dans la fonction publique d'État les agents qui étaient dans le cadre local ? Paris a choisi d'indexer les salaires en fonction de la parité entre le franc CFA et le franc français, et de donner aux fonctionnaires une prime destinée à compenser des conditions de vie plus difficiles qu'en France. Le gouvernement de l'époque avait choisi de limiter cette compensation aux agents de l'État, et avait refusé de l'étendre au secteur privé. C'est le début d'une in-

égalité institutionnalisée, qui répond à la définition d'«apartheid social». L'argent des transferts publics versés dans des salaires a créé une bulle dans laquelle des monopoles se sont engouffrés pour imposer un modèle dominant : la société de consommation. Ce modèle favorise l'importation de produits fabriqués en Europe, et redistribue une partie des transferts vers le secteur des services. L'agriculture et l'industrie sont donc clairement en dehors de ce circuit. Il n'est pas étonnant qu'elles périssent rapidement pour représenter moins de 20 % de la richesse produite à La Réunion.

Cette décision d'un gouvernement a structuré la société depuis plus de 60 ans. Les 53 % ont constitué la référence à atteindre pour négocier des salaires. Cela explique pourquoi la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière ont aligné le salaire des titulaires sur les 53 %. Plusieurs administrations et entreprises ont aussi obtenu que les traitements soient ceux de France majorés d'une prime. C'est toute cette construction que la Cour des comptes propose de remettre à plat en cherchant à calculer la référence en fonction des prix. C'est une première remise en cause.

Canne à sucre

La seconde remise en cause porte sur l'avenir de la filière canne. Tout est parti de décisions politiques. L'intégration de La Réunion dans la Com-

munauté européenne sert de prétexte aux Accords de 1969 qui ont dépossédé le planteur des richesses de toute la canne au profit de l'usiner. C'est le point de départ de la crise structurelle de la filière, avec la chute continue du nombre de travailleurs, de celui des usines et de la production. Les usiniers réunionnais sont partis. Il ne reste plus qu'à peine 3.000 planteurs qui livrent à deux usines détenues par une filiale d'une coopérative de planteurs de betteraves, Tereos. Le coup de grâce peut être donné dans deux ans avec l'intégration du sucre de La Réunion dans le marché mondial. Pour la première fois, il n'y aura plus de débouché garanti pour la production réunionnaise.

Seule une décision politique permettra d'empêcher la suppression de plusieurs milliers d'emploi, et la fin de 25.000 hectares de terres à cannes.

En 2017, c'est la menace de la plus grave crise économique, sociale et environnementale. C'est une seconde remise en cause.

BTP

La troisième touche le secteur du BTP. Grâce à une politique de grand travaux et de soutien à la construction de logements, le BTP était devenu le fer de lance de l'économie réunionnaise. Ce dynamisme est cassé par plusieurs décisions politiques. D'une part, l'État a changé ses règles de soutien à la production de logement ce qui a amené l'écroulement de ce secteur. D'autre part, plusieurs élus ont choisi d'arrêter des chantiers commencés sans avoir rien à proposer pour les remplacer. En septembre 2010, le BTP craignait de perdre 10.000 emplois. Début 2015, cette prévisions s'est réalisée. Fin 2015, 3.000 nouveaux emplois seront supprimés si la même politique est menée.

C'est une troisième remise en cause.

Modèle à bout de souffle

Surrémunération, canne à sucre et BTP sont des éléments qui structurent la société réunionnaise. Les deux derniers sont en crise, et leur chute ferait de La Réunion un

pays où le nombre de chômeurs pourrait alors dépasser celui des actifs.

Ces trois remises en cause sont dans l'actualité, elles sont publiques. Dans un mois et une semaine, les Réunionnais vont élire une assemblée nouvelle, le Conseil départemental. De ses compétences, on ne sait pas grand-chose mais une est sûre : les conseillers seront des représentants du peuple. Force est de constater que rares sont les candidats conseillers à

parler de ces problèmes et à appeler les Réunionnais à discuter de solutions possibles.

D'où l'importance d'élire des représentants qui se soucient de ces questions. Le PCR a lancé ces thèmes dans l'opinion. Aujourd'hui, ils sont suffisamment mûrs pour être au cœur des batailles de ces prochains mois. Les remises en cause de la sur-rémunération, de la filière canne et du BTP illustrent un modèle à bout de souffle qui ne peut qu'augmenter

le nombre des abandonnés. Elles sont aussi un appel à dépasser cette crise en construisant autre chose que ce qui est en place depuis plus de 60 ans.

Pour en finir avec le modèle de la misère coloniale, nos aînés ont réussi à se rassembler pour faire plier le pouvoir parisien. C'est toute la responsabilité de la génération actuelle qui est posée : saura-t-elle réussir l'union pour la justice sociale et le développement durable ?

Un mois et dix jours après l'attaque de Charlie Hebdo

Copenhague touchée par deux attentats

La capitale danoise, Copenhague, a été la cible de deux attentats en moins de 24 heures, ce week-end. Ces attaques mettent en évidence qu'aucun pays n'est épargné par le terrorisme, quel que soit le contexte économique, social et politique.

Connu pour son faible taux de chômage et des conditions de vie optimales, le Danemark se démarque de ses voisins européens. Alors que le quotidien satirique Charlie Hebdo a été touché par des attentats de djihadistes, le Danemark s'est fait connaître en 2005, par la publication de caricatures de Mahomet par le journal Jyllands-Posten. Charlie Hebdo avait d'ailleurs publié leurs caricatures controversées, provoquant une horde de contestation dans les pays arabes.

Le Danemark pas épargné

Samedi 14 février, un homme a criblé de balles un centre culturel, dans lequel se déroulait un débat sur l'islamisme et la liberté d'expression, auquel participaient Lars Vilks, artiste suédois auteur en 2007 d'une caricature de Mahomet. Des dizaines de personnes étaient à ce débat intitulé « Art, blasphème et liberté ». Selon le dernier bilan des autorités, un civil a été tué et trois policiers blessés. Cette conférence était organisée en hommage à Charlie Hebdo, a indiqué l'ambassadeur de France au Danemark, François Zimeray, présent lors de la fusillade.

Plus tôt, ce même individu a tiré sur une synagogue de Copenhague, notamment sur deux officiers de police présents sur les lieux, a indiqué le journal Politiken, cité par

Courrier International. Une personne est décédée des suites et deux officiers ont été blessés. Face à ces attentats, la Premier ministre danoise, Helle Thorning-Schmidt (parti social démocrate), s'est rendue sur le lieu du débat et a déclaré : « Il faut dire clairement que cela n'est pas le Danemark que nous voulons. Nous restons soudés, et nous nous battons toujours pour notre liberté d'expression et notre démocratie. »

Dans la journée de dimanche, la police danoise a indiqué que les premiers éléments de l'enquête laissent penser que l'assaillant était « inspiré » par l'idéologie d'organisations comme l'État islamique. Le porte-parole de la police, Torben Moelgaard Jensen, a également indiqué que la police pensait avoir abattu l'auteur de deux fusillades. « Nous pensons qu'il s'agit du même homme qui est l'auteur des deux fusillades » a-t-il indiqué.

Rappel de l'attentat de « Charlie Hebdo »

A l'instar des médias français lors de l'attaque contre Charlie Hebdo, l'ensemble de la presse danoise met l'accent sur la nécessité de continuer à lutter pour la liberté d'expression. Ainsi pour le quotidien conservateur Berlingske, il faut « répondre par tous les moyens : des initiatives anti-radicalisation, un travail de renseignement efficace et une réaction

déterminée contre ceux qui utilisent le terrorisme contre les mots et les caricatures ». Cependant, selon les services de renseignements danois, « l'attentat confirme que la menace terroriste contre le Danemark est toujours élevée ».

De son côté le quotidien centregauche Politiken, « nous devons tous réaliser que dans une société libre nous sommes vulnérables par rapport aux terroristes qui n'hésitent pas à menacer, à utiliser la violence et à tuer [...] aucune arme n'est plus forte, face à l'extrémisme, que le quotidien dont nous faisons tous partie. »

Après l'élan de solidarité des Occidentaux suivant l'attaque du journal français, le chroniqueur de Charlie Hebdo, Patrick Pelloux, a rendu la pareille auprès de l'Agence France Presse, en déclarant : « On se sent tous Danois ce soir. C'est affreux parce que c'est un mois après les attentats à Paris, cela fait ressortir toute la tristesse ».

Des mouvements de soutiens s'organisent dans plusieurs pays, tandis que de nombreux pays font part de leur solidarité, comme l'Arabie Saoudite, qui a condamné les attentats. De son côté, la reine Margrethe a assuré dans un communiqué, qu'il « est important que nous restions unis et que nous protégeons les valeurs sur lesquelles notre pays a été fondé ».

Céline Tabou

Edito

Netanyahu a besoin d'Européens pour aggraver la colonisation de la Palestine

e Danemark vient de connaître deux attaques meurtrières. Comme en France un mois plus tôt, l'auteur présumé est né et a grandi dans le pays où les attentats ont été perpétrés. Cette nouvelle est un choc pour la population danoise. Quelques années plus tôt, la Norvège voisine avait connu elle aussi une attaque meurtrière. Un membre de l'extrême droite avait tué des dizaines de personnes en faisant sauter une bombe à Oslo, puis en allant faire un massacre dans un rassemblement de jeunes du Parti travailliste.

Mais hier, pendant que l'émotion était à son comble, un responsable politique a tenté immédiatement de récupérer la situation. Le Premier ministre d'Israël a demandé aux Européens de religion juive d'émigrer en Palestine.

Depuis sa création en 1948, l'État d'Israël n'a cessé de soutenir la colonisation de la Palestine au mépris du droit international. Par des guerres successives, il a grignoté des territoires et mis la main sur la majeure partie des ressources en eau de la région.

À maintes reprises, l'Assemblée générale de l'ONU a condamné les exactions d'Israël, pays dirigé par un gouvernement qui qualifie lui-même de colonies les constructions d'immeubles sur les terres volées aux Palestiniens.

Mais au bout de 60 ans, cette politique a de plus en plus isolé Israël. Quand l'ONU vote des résolutions condamnant Tel Aviv, Israël peut compter ces alliés sur les doigts d'une main. Mais parmi eux figurent les États-Unis, qui ont toujours refusé que le droit international s'applique entre les rives de la Méditerranée et celles du Jourdain.

Cette situation isole Israël à l'intérieur d'une région dynamique sur le plan démographique. Pour compenser l'accroissement de ces voisins, Tel Aviv ouvre les portes aux immigrants européens. Et le Premier ministre israélien s'implique grandement.

Au lendemain des attaques de Paris, il était à la synagogue de la capitale française pour appeler les Français de religion juive à émigrer en Israël. Hier, il a profité des attentats de Copenhague pour enfile ses habits de recruteur. Il a élargi à toute l'Europe l'appel destiné exclusivement aux personnes de religion juive. Une fois arrivés sur place, ces nouveaux venus seront-ils considérés autrement que comme des colons ou des occupants par les Palestiniens ?

En 2015, un chef de gouvernement peut donc encore lancer impunément des appels à la colonisation. Que signifie donc cet appel à l'émigration européenne au Moyen-Orient ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Oté

Moin lé pa kont zot ti batrasien, mé rouv in pé lo zyé dsi bann zanimò nout androi

Mi pans zot i koné lo maré poitevin. Mi sipoz zot i koné sa sé in n'afèr lé laba dann La Frans é nana in gran biodiversité. Sanm pou moin, zot i doi konète in zour gouvèrnman té i vé fé pass in gran l'otorout ladan, par an par. Mé bann zamouré la natir la lité pou konsèrv in paradi konmsa... Parmi sak la vanjé l'avé madam Ségolène Royal, nout minis l'ékolozi zordi é dopi plizyèr moi, sak l'alyans la ékri ali épi li la pa réponn arien ziska zordi.

Pètète la natir La Rényon, sa i intèrès pa li pli k'i an fo. Pètète li di na d'ot ké èl la pran so désizyon lès fé lo rout dan la mèr avan k'èl l'arivé donk sirman èl i pans èl i sar ar pa koins son doi dann in n'afèr konmsa. Poitan, konm minis l'ékolozi, mi trouv sa sé in n'afèr i doi intèrès aèl. Pou kosa ? Pars la natir lé dann danzé. La prèv ? Tienbo azot bien zot va oir tout sak lé riskab arivé :

Kèl zanimò i vien landroi i sa fé la rout an mèr ? Dabor inn, nana bann baleine a boss i vien la pou fé zot pti. Arzout èk sa, shantyé la va fé d'tor lo gran dophin, torti vèr, torti inbriké, pétrèl baro in léspès dann danzé déza. Armète ankor la dsi bann ban lo sab, épi tout kalité léspès la pankor fé lo rosansman. L'èr-la, lé kant mèm difisil konprann pou kosa gouvèrnman sosyalis, la min dsi lo kèr la donn tout l'otorizasyon pou détrui, kasé brizé é mèm pa obliz romète lé shoz an plas.

Sa sé La Rényon. Sa sé dann l'oséan indien. Poitan, momandoné, madam royal la fé tout son nésèsèr pou blok in l'otorout dann maré poitevin pou sov in pti kalité batrasien, in gronouy si zot i vé. Moin lé pa kont zot gronouy, mé rouvèr in pé lo zyé dsi la natir l'androi ni arète osi, mèm pou fé in rout va kout plizyèr miliar.

Justin

Kosa in shoz ?

Lakèl i vien avan : la bou sansa la plui ? A tou lé ko sé la plui, pars si la plui i tonb pa na poin la bou. Lakèl i vien avan : lo poukoué, sansa son konsékans ? A tou lé kou, la koz i vien avan lo konsékans. Donk, i fo pa tir konklizyon dsi in n'afèr la pankor arivé. Ou i pé an avoir la krintiv ké ! Sansa ou i pé éspèr ké ! Ou i pé osi drès in plan dsi la komète ! Mé lo pli sir sé tir konklizyon kan lo z'afèr la fine éspasé. Sa i vé pa dir pran pa out prékosyon, kalkil sak lé riskab arivé mé sak lé sir sé ké ou i oi la vérité kan la shoz la fine éspasé. Koué zot i an pans dé sa zot ? Sa la pa i sityasion zot la fine trouvé ? Fé travay zot koko ! Fé bouy zot matyèr griz ! zot va oir si rant-rant ni tonm pa dé foi dakor rantre nou. Fé roulé fèrèr !